



Résolution pour 2018 : recruter un excellent Data Protection Officer !

Le Règlement Général sur la Protection des Données personnelles « RGPD » entre en vigueur le 25 mai 2018. Êtes-vous prêts ? Plus de 60% des sociétés cherchent à recruter un DPO.

Ce règlement prévoit qu'un délégué à la protection des données est désigné sur la base de ses qualités professionnelles et en particulier, de ses connaissances spécialisées du droit et des pratiques en matière de protection des données, et de sa capacité à accomplir les missions visées à l'article 39.

Quelles sont les missions du DPO ?

Le DPO doit conseiller le Groupe sur les lois et réglementations relatives aux données personnelles, tenir compte du risque associé aux opérations de traitement compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, cartographier les données, analyser les risques et l'impact, mettre en place les outils et processus nécessaires pour assurer la conformité avec les bonnes pratiques et adapter l'organisation aux enjeux du RGPD. Il doit aussi sensibiliser

les salariés et est l'interlocuteur privilégié de la CNIL.

Le risque de non-conformité ?
Des sanctions extrêmement lourdes :

- **10 M€ / 2% du CA mondial** en cas de non-conformité au RGDP
- **portées à 20 M€ d'amende ou 4% du CA mondial** pour non-respect des droits accordés aux personnes (droits d'accès, droit à l'oubli...)

En quoi les Directions des Ressources Humaines sont-elles concernées ?

Elles sont au cœur de la problématique quant au traitement des données - notamment des salariés : selon la CNIL, 14 % des plaintes en 2016 concernaient les ressources humaines.

Quel est le profil du DPO idéal ?

Les candidats que nous recrutons pour nos clients sont souvent de formation juridique avec une spécialité dans les technologies de l'information et de communication - NTIC - et parfois un ingénieur spécialiste du traitement technique des données qui connaît bien les

réglementations. Trouver le bon profil sera un des défis de 2018 pour les RH.

Outre les missions qui étaient attribuées au CIL, le DPO devra également être capable d'interpréter les textes et les traduire en plan d'actions opérationnelles, de cartographier les risques associés aux opérations de traitement, d'en analyser l'impact, de réaliser des audits. Il aura aussi à conduire le changement dans l'organisation.

S'il est assez facile de lister les prérequis techniques - même si certains tels que la connaissance en matière de protection de transferts internationaux de données et de cybersécurité sont spécifiques, il nous semble tout aussi important d'insister sur ses qualités humaines.

Ces missions exigent d'avoir une vision stratégique, pragmatique et business, d'excellentes compétences en gestion de projet et d'être agile, un excellent communicant et pédagogue pour interagir tant avec les équipes internes qu'avec les autorités de place.

Il est temps de recruter votre DPO

Le traitement des données personnelles est un élément de la stratégie et participera de plus en plus à la valorisation d'une entreprise : le DPO, c'est l'émergence de tout un écosystème. Il a été évalué à 28.000 le nombre de DPO qui seront nécessaires pour que les organisations réglementées respectent le RGPD... la course aux meilleurs profils a déjà démarré !



BLANDINE CORDIER-PALASSE

Après avoir été avocat chez Slaughter & May puis directeur juridique dans des groupes cotés (Parfinance, Gemplus et Siparex), Blandine Cordier-Palasse s'est tournée vers le capital humain. Elle a été associée chez Boyden avant de créer BCP Executive Search spécialisé en juridique, fiscal, compliance et communication. Elle est aussi Docteur en Droit et co-fondatrice et Vice-Présidente du Cercle de la Compliance.

bcpsearch.com et lecercledelacompliance.com